

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

CCTP N° 2025/02/TR7/MSM/AIACF

Version : 1 date: 20/02/2025

CCTP pour le (ou les) site(s) de ⁽¹⁾ : AIA AB ☐ AIA BX ☐ AIA BR ☐ AIA CF ☒ AIA CP ☐

(1) cocher les cases correspondantes

OBJET

Location de moyens de sécurisation 1/2 voilures M2000, Alphajet et Rafale

Références documentaires éventuelles :

Résumé :

Etude, fourniture, livraison, installation de moyens de sécurisation 1/2 voilures M2000, Alphajet et Rafale

<u>Entité émettrice :</u> UP Chasse / Ecole	<u>Mots-clés :</u> Garde-corps, M2000, Alphajet, Rafale, 1/2 voileure	<u>Prescripteur :</u> Eric BLANC
REDIGE PAR	VERIFIE PAR	APPROUVE PAR
<u>Émetteur du besoin</u> (nom, date, visa)  le 28/03/2025 Damien SOUCHON	<u>Prescripteur</u> (nom, date, visa)  ICT/DGA Gaëlle BELLIARDO Gaëlle BELLIARDO 28/03/2025	(nom, date, visa) Le chef du département Moyens de Soutien  ICD-HC Philippe DARTIGUES Chef du Département Moyens de Soutien Philippe DARTIGUES 28/03/25

Diffusion externe :
Diffusion interne : HAUL

 MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i> ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF Version : 1 du 20/02/2025
---	--	---

SYNTHESE DES EVOLUTIONS DU DOCUMENT

INDICE	DATE	PARAGRAPHES OU PAGES MODIFIES	NATURE DE LA MODIFICATION
0	15/01/2025		Edition initiale
1	20/02/2025	§3.5 et §4	BMR/HSCT

Sommaire

1. OBJET	4
2. CONTEXTE	4
3. EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES	4
3.1. PRESENTATION GENERALE	5
3.2. EXIGENCES PARTICULIERES – M2000	6
3.3. EXIGENCES PARTICULIERES – ALPHAJET	6
3.4. EXIGENCES PARTICULIERES – RAFALE	7
3.5. DOCUMENTATION	7
4. EXIGENCES HYGIENE ET SECURITE	7
4.1. PREVENTION ET MAITRISE DU RISQUE CORPS ETRANGER	8
5. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	9
6. EXIGENCES LIEES AU SITE	11
6.1. DOCUMENTS DE REFERENCE ET A APPLIQUER	11
6.2. CONDITIONS D'ACCES A L'AIA-CF	11
7. EXIGENCES D'ASSURANCE DE RESULTATS	13
7.1. REVUE DE CONTRAT	13
7.2. VERIFICATION REGLEMENTAIRES	13
7.3. VERIFICATION DE CONFORMITE ET FONCTIONNELLE	13
7.4. RECEPTION	14
7.5. CONDITIONS DE LIVRAISON	14
7.5.1. Livraison - déchargement	14
7.5.2. Montage – mise en service	14
7.6. CONDITIONS DE GARANTIE	14
8. EXIGENCES DE MANAGEMENT	15
9. EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE	15
10. ANNEXES	17
10.1. ANNEXE 1 – DIMENSIONS M2000	17
10.2. ANNEXE 2 – CONFIGURATIONS M2000	18
10.3. ANNEXE 3 – DIMENSIONS ALPHAJET	19
10.4. ANNEXE 4 – CONFIGURATIONS ALPHAJET	20
10.5. ANNEXE 5 – DIMENSIONS RAFALE	21
10.6. ANNEXE 6 – CONFIGURATIONS RAFALE	22

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p align="center">Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	--	--

1. OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières décrit les exigences liées à la location de moyens de sécurisation des 1/2 voilures pour réaliser les opérations de maintenance et de modification sur les avions M2000, AlphaJet et Rafale.

2. CONTEXTE

Le Service Industriel de l'Aéronautique (SIAé) assure la maintenance et la modification des M2000, AlphaJet et Rafale. A ce titre, des opérations sont à réaliser sur les 1/2 voilures et il est donc nécessaire de sécuriser leur périphérie.

3. EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES

La prestation consiste pour chaque avion en :

- L'étude de l'échafaudage,
- Un forfait fourniture, livraison et montage sur le site de l'AIA de Clermont-Ferrand,
- Mise à disposition initiale pour une durée de 3 mois,
- Un forfait démontage et enlèvement du matériel,
- Un forfait prolongation pour une durée de 3 mois.
- Un forfait visite trimestrielle obligatoire.

MIRAGE 2000

POSTE	DESIGNATION
1	Etude de l'échafaudage
2	Forfait fourniture, livraison et montage
3	Mise à disposition initiale pour une durée de 3 mois
4	Forfait démontage et enlèvement
5	Prolongation de la mise à disposition de 3 mois
6	Forfait visite trimestrielle obligatoire

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	<p>Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p>Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	--	--

ALPHAJET

POSTE	DESIGNATION
7	Etude de l'échafaudage
8	Forfait fourniture, livraison et montage
9	Mise à disposition initiale pour une durée de 3 mois
10	Forfait démontage et enlèvement
11	Prolongation de la mise à disposition de 3 mois
12	Forfait visite trimestrielle obligatoire

RAFALE

POSTE	DESIGNATION
13	Etude de l'échafaudage
14	Forfait fourniture, livraison et montage
15	Mise à disposition initiale pour une durée de 3 mois
16	Forfait démontage et enlèvement
17	Prolongation de la mise à disposition de 3 mois
18	Forfait visite trimestrielle obligatoire

Le nombre de plot de travail pour chaque aéronef peut varier au cours du temps, cependant ils n'excéderont pas :

- 15 pour le M2000,
- 7 pour l'AlphaJet,
- 12 pour le Rafale,

3.1.Présentation générale

Les systèmes de sécurisation seront :

- Réalisés avec des profilés de type échafaudage,
- Installés dans les bâtiments 27, 28, 29 ou 30 sur le site AIA CF,

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p align="center">Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	--	--

- Roulants et freinés,
- Réalisés sans reprise sur aéronefs,
- Réalisés sans reprise sur docks existants,
- Equipés de protection pour les zones susceptibles d'endommager les aéronefs lors de la mise en place ou lors de l'utilisation,
- D'une largeur maximale de 90cm,
- Conformes aux normes en vigueur.

Les échafaudages de cette prestation ne sont pas des moyens d'accès au 1/2 voilures et ne sont pas des plateformes de travail.

3.2.Exigences particulières – M2000

Les plots de maintenance M2000 sont constitués de docks avant droit et gauche. La présente prestation doit permettre la sécurisation des 1/2 voilures droite et gauche, lorsque l'aéronef est sur le plot de maintenance, dans les configurations suivantes :

- Elevons présents ou absents,
- Becs présents ou absents.

La hauteur approximative des 1/2 voilures est de 1m70.

Les déplacements et adaptations suivants les configurations doivent être facilement réalisable par l'AIA CF.

Les dimensions et configurations sont présentées en annexe :

- §10.1 – Annexe 1 – Dimensions M2000,
- §10.2 – Annexe 2 – Configurations M2000

3.3.Exigences particulières – Alphajet

Les plots de maintenance Alphajet sont constitués de docks avant droit et gauche, intermédiaire droit et gauche, ainsi que d'un dock arrière. La présente prestation doit permettre la sécurisation des 1/2 voilures droite et gauche, lorsque l'aéronef est sur le plot de maintenance, dans les configurations suivantes :

- Ailerons présents ou absents,
- Bords d'attaque présents ou absents,
- Saumons présents ou absents.

La hauteur approximative des 1/2 voilures est de 2m.

Les déplacements et adaptations suivants les configurations doivent être facilement réalisable par l'AIA CF.

Les dimensions et configurations sont présentées en annexe :

- §10.3 – Annexe 3 – Dimensions Alphajet,
- §10.4 – Annexe 4 – Configurations Alphajet.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p align="center">Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	--	--

3.4.Exigences particulières – Rafale

Les plots de maintenance Rafale sont constitués de docks avant droit et gauche, intermédiaire droit et gauche. La présente prestation doit permettre la sécurisation des 1/2 voilures droite et gauche, lorsque l'aéronef est sur le plot de maintenance, dans les configurations suivantes :

- Ailerons présents ou absents,
- Bords d'attaque présents ou absents.

La hauteur approximative des 1/2 voilures est de 2m.

Les déplacements et adaptations suivants les configurations doivent être facilement réalisable par l'AIA CF.

Les dimensions et configurations sont présentées en annexe :

- §10.5 – Annexe 5 – Dimensions Rafale,
- §10.6 – Annexe 6 – Configurations Rafale.

3.5.Documentation

Le titulaire devra fournir, pour l'ensemble du matériel, la totalité des documents en français qui sont prévus par la réglementation en vigueur, notamment la déclaration de conformité.

4. EXIGENCES HYGIENE ET SECURITE

Conformément à l'Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, il est procédé, à l'initiative du responsable AIA CF des travaux, à une inspection commune préalable qui permettra, d'une part, de déterminer l'existence et la nature des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels et, d'autre part, d'établir les mesures de prévention résultant de cette analyse.

Cette inspection doit avoir lieu préalablement à l'exécution des (15 jours minimum) et fait l'objet de traçabilité par la rédaction de documents requis selon le résultat de l'analyse de risque:

- attestation d'inspection commune préalable en cas d'absence de risques liés aux interférences,
- certificat d'analyse des risques et des mesures prises,
- plan de prévention par écrit dès lors qu'une opération répond aux conditions fixées par le code du travail.

L'échange d'un plan de prévention doit permettre au titulaire d'être en possession d'un inventaire suffisamment exhaustif des risques d'accident du travail et maladie professionnelle auxquels ses personnels sont susceptibles d'être exposés au cours de l'intervention.

Comme le spécifie le code du travail, le plan de prévention doit être signé par toutes les parties concernées avant le début des travaux. Si tel n'est pas le cas, la date de début d'exécution des travaux sera reportée à une date ultérieure

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Référence :
2025/02/TR7/MSM/AIACF
Version : 1
du 20/02/2025

Le titulaire devra fournir à l'AIA un équipement de travail conforme aux dispositions qui lui sont applicables contenues notamment dans les parties Législative & Réglementaire du code du travail.

Il doit également être en mesure d'attester de la conformité de l'équipement qu'il fournira, aux textes du code du travail qui lui sont applicables en fonction de ses caractéristiques propres. Il en est de même pour toutes les autres dispositions auxquelles ce matériel est assujéti.

Le titulaire prend possession des lieux dans l'état actuel. Son étude comprend les prestations nécessaires au présent marché qui doivent être réalisées dans des conditions satisfaisantes d'hygiène, de sécurité, et en prenant toutes dispositions réglementaires concernant la sécurité des personnes et des biens.

Le titulaire doit mettre à disposition de ses personnels les équipements de protection collective et individuelle (EPC, EPI) nécessaires et adaptés à la réalisation de l'intervention.

La protection contre les chutes doit être assurée par la mise en place de toutes les protections collectives et individuelles contre les chutes de hauteur.

Pour rappel les protections collectives prennent le pas sur les protections individuelles.

Le titulaire est responsable de la surveillance de ses personnels en situation de travailleurs isolés conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.

4.1. Prévention et maîtrise du risque corps étranger

Avant toute intervention, le titulaire doit être sensibilisé à la notion de sécurité des vols, et notamment à la lutte contre les corps étrangers (FOD pour « Foreign Object Damage ») dans les aéronefs et OAE (Organes, Accessoires, Equipements). A cette fin, le responsable AIA CF des travaux procédera à une sensibilisation de l'entreprise extérieure intervenante sur le contenu de la procédure AIA CF P/CF/E/100 -. La lutte contre les corps étrangers

Lors de tous travaux dans un environnement proche d'aéronef ou d'élément d'aéronef, toutes les précautions devront être prises pour qu'aucun élément ne puisse se retrouver en tant que corps étranger dans un aéronef ou un élément d'aéronef.

En cas de suspicion de perte d'un objet dans un aéronef, un OAE, ou leur environnement immédiat, l'intervenant extérieur doit informer immédiatement à l'écrit et à l'oral le responsable de chantier nommé par le titulaire (ou à défaut son suppléant), qui en rendra compte aussitôt au correspondant technique (ou à défaut à son suppléant) désigné par l'AIA CF.

Afin de contribuer à la sécurité des vols en minimisant le risque d'oubli d'un outillage à bord d'un aéronef ou d'un OAE, l'organisation mise en place par le titulaire pour la gestion de ses outillages doit permettre, dans tous les cas, de découvrir au plus tôt l'absence d'un outil et de retrouver celui-ci (rangements et identification des outillages, réalisation d'inventaires quotidiens, et compte rendu en fin de prestation).

Le titulaire devra réaliser un inventaire quotidien de ses outillages. En cas de perte d'outillage, le titulaire devra en rendre compte à l'AIA CF. La procédure AIA CF « La lutte contre les corps étrangers » sera alors déclenchée, et le titulaire devra mener l'inspection des zones dans lesquelles il est intervenu.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p>Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	---	--

5. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

L'AIACF est un établissement industriel, du ministère des Armées, certifié ISO 14001 et autorisé à exploiter des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) par arrêté ministériel du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015.

Concernant l'environnement, il est soumis à un devoir d'exigence et de respect des lois et règlements en vigueur. Cette exigence concerne également : les activités réalisées sur son site par un prestataire sous-traitant, les activités de conceptions, d'études et la fourniture de matériel.

L'AIACF demande au titulaire le même respect des lois et règlements auxquels il est soumis sans préjudice de l'arrêté ministériel d'autorisation cité précédemment ; et en particulier :

- L'arrêté du 28 avril 2011 modifié fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations classées du ministère des Armées.

- Les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux ICPE en exploitation à l'AIACF.

Concernant les matériels objets du présent CCTP :

Le décret n° 2013-988 du 06 novembre 2013 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques

Le décret n°2014-928 du 19 août 2014 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques usagés,

Le règlement européen n° 1005/2009 du 16 septembre 2009 modifié, relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone,

Le règlement n° 1907/2006 (REACH) du 18 décembre 2006 modifié et plus particulièrement aux termes de l'article 33 relatif à l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles œuvrés ou manufacturés.

Les emballages seront limités au strict nécessaire à la protection des matériels. Ces emballages seront, dans la mesure du possible, réutilisables ou en matériaux recyclables. Les éléments de calage de type « chips » sont à proscrire.

Concernant les prestations objets du présent CCTP :

Dans le cadre du Système de Management Environnemental ISO 14001, le titulaire respectera la politique environnementale, le guide de tri des déchets et les procédures de secteur qui lui seront fournis par le responsable AIACF de suivi de contrat.

Pour cela, avant la mise en route des prestations et en accord avec les procédures fixées par le bureau Environnement de l'AIACF, le responsable de suivi de contrat recensera en compagnie du responsable de l'entreprise sous-traitante, les risques environnementaux

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p>Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	---	--

encourus, les impacts directs ou potentiels des travaux sur l'environnement, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des normes en vigueur.

Concernant la sensibilisation des personnels pour tous les sites :

Il sera demandé au titulaire de former et sensibiliser son personnel afin de limiter au maximum les nuisances environnementales dans les domaines suivants : air, eau et sol, bruit et vibrations, économies d'énergies, utilisation des Agents Chimiques Dangereux (ACD), tri des déchets, sécurité incendie, notamment :

- **Air**

Pratiquer l'éco conduite des véhicules utilisés sur le site afin de limiter les émissions de gaz d'échappement et maintenir tous les contenants de produit dangereux volatil fermés, afin de diminuer les émissions de COV (Composés Organiques Volatils).

- **Eau et sol**

Le titulaire limitera au strict nécessaire la consommation d'eau potable et ne rejettera pas de produits dangereux dans les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. Tous les fûts et bidons de produits dangereux (y compris les déchets) devront être entreposés sur rétention et hors de portée du réseau d'eau pluviale.

- **Bruit et vibrations**

Le titulaire prendra en compte les contraintes imposées à l'établissement par le titre 7 des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel d'autorisation du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015: Prévention des nuisances sonores et des vibrations.

- **Economies d'énergies**

Le titulaire devra limiter au strict minimum l'utilisation des installations de chauffage ou de climatisation mises à sa disposition, veiller à maintenir les portes et les fenêtres fermées pendant les périodes de chauffage ou de climatisation et veiller à éteindre les lumières et autres consommateurs d'électricité en fin de vacation.

- **Utilisation des ACD (Agents Chimiques Dangereux)**

Les Agents Chimiques Dangereux (ACD) devront être traités en application du règlement de sécurité RS/CF/101 « Gestion des ACD ». Le titulaire fournira au responsable AIACF de suivi de contrat la fiche de données de sécurité (FDS) de tout ACD utilisé sur le site.

- **Tri des déchets**

Tous les déchets produits sur place devront être triés dans le respect du guide de tri. L'acheminement par le titulaire vers la déchetterie de l'établissement se fera conformément à la procédure environnement P/CF/ENV/100. L'AIACF se charge de l'évacuation des déchets vers les filières appropriées.

- **Sécurité incendie**

L'obtention d'un permis de feu est impérative avant tous travaux risquant de provoquer un départ d'incendie (soudure, meulage, etc...).

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p align="center">Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	--	--

Il appartiendra au responsable AIACF de suivi de contrat d'informer le titulaire des consignes de sécurité et d'évacuation applicables à la zone de réalisation de la prestation.

6. EXIGENCES LIEES AU SITE

6.1. Documents de référence et à appliquer

- Code pénal art 413-7 modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 relative à des atteintes à la sécurité des forces armées et aux zones protégées intéressant la défense nationale.
- IGI 1300 du 13 novembre 2011 Instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale.

6.2. Conditions d'accès à l'AIA-CF

L'AIA CF est classée en zone protégée (ZP). L'accès et la circulation sont soumis à autorisation et réservés aux seules personnes (ou véhicules autorisés) dont la fonction justifie la présence et ayant fait l'objet d'une enquête administrative. L'intrusion en ZP constitue un délit.

Ainsi, le personnel intervenant au titre du présent marché doit se conformer au règlement intérieur, aux règles d'accès, de sécurité et de contrôle en vigueur à l'AIA CF et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

L'exécution des travaux n'est autorisée que sous la réserve expresse de l'observation des consignes suivantes :

- le titulaire doit fournir la liste des personnes intervenant à l'AIA CF 3 mois (demandes d'accès annuelles) à 10 jours (demande ponctuelles) avant l'intervention et si nécessaire fournir la mise à jour régulière de cette liste.
- le personnel de cette liste devra avoir fait l'objet d'une enquête administrative et avoir recueilli l'accord d'accès de l'Officier de Sécurité.
- Cette enquête a une durée de validité de 3 ans maximum et doit être renouvelée à échéance : Le titulaire devra transmettre les formulaires requis au RSC trois mois avant cette dernière.
- Toute personne doit être en possession d'un badge fourni à l'entrée par le Poste Accueil Filtrage (PAF).
- Ce badge sera obligatoirement rendu au PAF à chaque sortie en échange de la pièce d'identité déposée. Ce badge est à présenter à chaque réquisition.
- l'entrée de l'établissement s'effectue exclusivement par le Poste Accueil Filtrage,
- le port apparent du badge est obligatoire pour tous, dès l'entrée dans l'AIA CF et pendant tout le temps de présence dans l'emprise,
- les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement :
- les interventions peuvent avoir lieu dans les locaux de l'AIA CF les jours ouvrés du lundi au jeudi de 7h18 à 16h06 et le vendredi de 7h18 à 14h06, et hors périodes de fermeture de l'établissement (périodes précisées lors de la réunion de lancement du marché).
- Une demande de travail en dehors des heures ouvrables (PTHP) devra être formulée vers l'officier de sécurité du site concerné et recueillir son accord chaque fois que cela sera

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p align="center">Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	--	--

nécessaire. Cette demande précisera le nom du personnel AIA responsable et supervisant ces travaux, la liste du personnel, l'horaire et le lieu d'exécution des prestations

- les véhicules autorisés à pénétrer dans l'emprise doivent être dépourvus de passager à bord. Le conducteur est tenu de marquer l'arrêt à hauteur du PAF pour son identification par l'agent de sécurité confirmé et présenter son badge au contrôle d'accès pour ouverture du dispositif,

- Le respect de la signalisation routière est impératif à l'intérieur de l'établissement, la circulation est soumise au strict respect des règles du code de la route.

- aucun mouvement de véhicule n'est autorisé entre 7h00 et 7h20 et entre 16h00 et 16h20 du lundi au jeudi et entre 14h00 et 14h20 le vendredi

- l'autorisation de stationnement est matérialisée par la remise d'un macaron. Les véhicules autorisés doivent être garés obligatoirement sur les zones de stationnement réservées à cet effet. Les remorques sont interdites.

- la responsabilité de l'AIA CF ne saurait, en aucun cas, être engagée, si un accident de la circulation survenait à l'intérieur de l'établissement à un membre du titulaire,

- l'autorisation d'accès et de stationnement avec un véhicule privé peut être retirée à tout moment en cas d'infraction aux règles de circulation du code de la route, pour des raisons de sécurité de défense ou pour non-respect du règlement intérieur de l'AIA CF,

- interdiction d'utiliser les cars et autres véhicules militaires de l'établissement,

- l'attention du titulaire est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée s'il provoque un accident ou une détérioration du matériel appartenant à l'AIA CF.

- interdiction d'introduire dans l'établissement des produits ou objets pouvant présenter un danger pour l'intéressé, son entourage ou les installations (produits toxiques, stupéfiants, matériels électriques, divers outillages personnels, boissons alcoolisées, armes)

- interdiction de prise de vue (de toute forme) dans l'emprise ou en direction de l'emprise AIA CF.

- interdiction de quitter les locaux du chantier et de circuler dans l'établissement sans autorisation du responsable de l'exécution du marché; l'accès des bâtiments non concernés par le chantier est strictement interdit.

- en application du décret 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif et du décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à un usage collectif, il est interdit de fumer et de vapoter dans tous les lieux de travail couverts, y compris les bureaux individuels, et les bâtiments de restauration,

- interdiction d'allumer un feu quelconque et de procéder à des travaux par point chaud (chalumeau et arc électrique notamment) sans demander un permis de feu au service de sécurité de l'établissement,

- toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Des fouilles peuvent être réalisées par la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) tant dans les véhicules que sur les personnes.

- le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des vols qui pourraient être commis par ce dernier ainsi que des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p>Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	---	--

Les sous-traitants éventuels du titulaire seront astreints aux mêmes règles et à l'application des mêmes formalités.

Toute personne refusant de se soumettre à ces obligations et au respect du règlement intérieur se verra refuser l'accès au site. En cas d'infractions aux règles d'accès du site ou de comportement présentant un risque pour la sûreté du site, l'Officier de Sécurité se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou d'interdire l'accès au site pour le personnel concerné.

Nota : dans le cadre d'un contrat sensible exécuté dans une zone réservée en l'absence du personnel occupant habituellement la zone, le prestataire doit être accompagné ou surveillé par l'autorité responsable de la ZR.

Livraisons : en cas de livraison au titulaire par une entreprise extérieure, le titulaire devra faire connaître au Responsable de Suivi de Contrat la date de livraison et le nom de l'entreprise en charge de la livraison. Les chauffeurs livreurs doivent se présenter au poste d'accueil et de filtrage (PAF) dès leur arrivée. Le PAF se charge ensuite de prévenir la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) qui appliquera le protocole livreur en vigueur à l'AIA CF. A l'issue, la BGA et le PAF doivent s'assurer de l'accompagnement du chauffeur livreur de l'entrée principale de l'AIA CF à son point de livraison puis jusqu'à sa sortie du site.

7. EXIGENCES D'ASSURANCE DE RESULTATS

7.1.Revue de contrat

Une revue de contrat sera réalisée, sur le site de l'AIA CF, dans les deux semaines suivant la notification du contrat, dans le but de s'assurer que les exigences ont bien été comprises par le titulaire. La date sera fixée par l'AIA CF en fonction des disponibilités des 2 parties.

7.2.Vérification réglementaires

La vérification de la conformité réglementaire initiale sera à la charge du titulaire ainsi que les vérifications suivantes périodiques

7.3.Vérification de conformité et fonctionnelle

A l'issue de la livraison et d'une phase éventuelle de réglages/mises au point réalisées par le titulaire, une présentation des matériels et de leurs accessoires sera réalisée dans les locaux de l'AIA CF. Les matériels devront alors être pleinement opérationnels. La mise à disposition sera alors prononcée par le titulaire et à ce titre, il enverra un courrier de présentation aux opérations de vérification indiquant la date de mise à disposition.

La mise à disposition autorise l'AIA CF à procéder :

- Aux opérations de vérification de la conformité aux exigences contractuelles,
- Aux essais fonctionnels.

En cas de non-conformité, le titulaire devra lever, à sa charge, les écarts trouvés jusqu'à acceptation des prestations.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p>Version : 1 du 20/02/2025</p>
---	---	--

7.4. Réception

A l'issue de la réalisation des prestations objet de l'item 1, la réception sera prononcée par la personne désignée par le pouvoir adjudicateur, sous la responsabilité du Bureau « Moyens de Production » (MSM) dans un délai maximal de 2 mois à compter de la date de présentation aux opérations de vérification (dite date de mise à disposition) après levée de toutes les non-conformités par le titulaire et remise de la documentation exigée au §3.1.5.

7.5. Conditions de livraison

7.5.1. Livraison - déchargement

Le transport et le déchargement sont à la charge du titulaire.

Les déchargements seront précédés par l'élaboration d'un protocole de sécurité qui devra avoir été échangé avant la première intervention de l'entreprise à l'intérieur de l'enceinte de l'AIA CF. Cette démarche sera initiée par le Responsable de Suivi de Contrat de l'AIA CF et concernera toutes les opérations de déchargement de matériels susceptibles d'être conduites sur le site de l'AIA CF.

Il est rappelé que dans tous les cas, le titulaire est responsable des matériels jusqu'à l'admission définitive par l'AIA CF.

7.5.2. Montage – mise en service

Le montage et la mise en service de la fourniture sont à la charge du titulaire, y compris les moyens de levage et de manutention, ainsi que les éléments nécessaires à la mise en œuvre : outillage, moyens d'accès, moyens d'usinage.

Les demandes d'accès au site pour les personnels chargés du montage et de la mise en service devront être établies suivant les directives décrites au § 3.1.10.

La zone et les conditions du chantier seront définies après concertation entre le titulaire et le Responsable de Suivi de Contrat de l'AIA CF. Ce périmètre sera fonction des équipements et activités environnants et de l'espace nécessaire à l'évolution des intervenants. Le balisage de la zone, interdisant l'accès à toute personne étrangère au chantier sera mis en place par le titulaire.

7.6. Conditions de garantie

Le titulaire s'engage à garantir le bon fonctionnement des matériels pendant toute la durée de la location, à compter de la date de réception du matériel. La garantie couvre les pièces, la main d'œuvre, les déplacements des personnels et le retour éventuel des matériels chez le titulaire.

Le délai d'intervention au titre de la garantie est fixé à 2 jours ouvrés suivant la demande de l'AIA CF (appel téléphonique confirmé par mail).

Le délai maximal de remise en état ou d'échange des matériels sous garantie sera fixé, dans chaque cas particulier, par l'AIA CF après consultation du titulaire.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF</p> <p>Version : 1 du 20/02/2025</p>
--	---	--

8. EXIGENCES DE MANAGEMENT

Le titulaire doit :

- Mettre en place les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution des prestations. Le titulaire s'engage à faire réaliser la conception ainsi que le montage de la fourniture par des personnels formés et qualifiés sur les processus mis en œuvre,
- Désigner un responsable unique pour l'exécution des prestations qui est responsable de la traçabilité des prestations effectuées et pouvoir prouver à tout moment qu'elles ont été réalisées conformément aux exigences du CCTP.

Le titulaire indiquera au Responsable de Suivi de Contrat de l'AIA CF les coordonnées (numéro de téléphone, fax, adresse courriel) de son correspondant destiné à recevoir les éventuelles demandes d'intervention au titre de la garantie.

Système de management :

Le respect des exigences qualité est sous la responsabilité du service qualité du titulaire qui est l'interlocuteur privilégié du service Assurance Qualité de l'AIA CF.

Le service qualité du titulaire :

- Exerce une surveillance continue de son système par gestion des processus, il mesure l'efficacité de chaque processus et met en place des actions d'améliorations,
- Assure le traitement des anomalies, communique ses analyses et ses conclusions à l'AIA CF.

9. EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des ressources humaines et matérielles basées sur un système qualité répondant aux exigences de la norme ISO 9001 ou équivalente.

Le titulaire s'engage à informer le Département du Management de la Qualité de toute modification, perte de certification qualité.

Le département Management de la Qualité de l'AIA CF peut être amené à vérifier des preuves d'assurance qualité ou procédures d'exécution de la prestation, notamment pour des validations techniques ou en cas d'anomalies générées par le titulaire.

Le titulaire doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il dispose d'un système d'assurance qualité permettant de garantir que la prestation est au moins conforme aux exigences spécifiées dans le CCTP.

L'AIA CF se réserve le droit de procéder aux vérifications qu'il jugera nécessaires sur les prestations confiées au titulaire (enquêtes, audits...). Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention du Département du Management de la Qualité ou délégués par le responsable de ce département sur ses sites de production. Il s'engage également à tenir à leur disposition les preuves d'assurance qualité nécessaires à l'exercice de leur mission.

 MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i> ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF Version : 1 du 20/02/2025
--	--	---

Sûreté de fonctionnement : les matériaux et les éléments d'assemblage seront ceux définis par les normes en vigueur dans l'Union Européenne.



MINISTÈRE
DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ATELIER INDUSTRIEL
DE L'AÉRONAUTIQUE
DE CLERMONT-FD

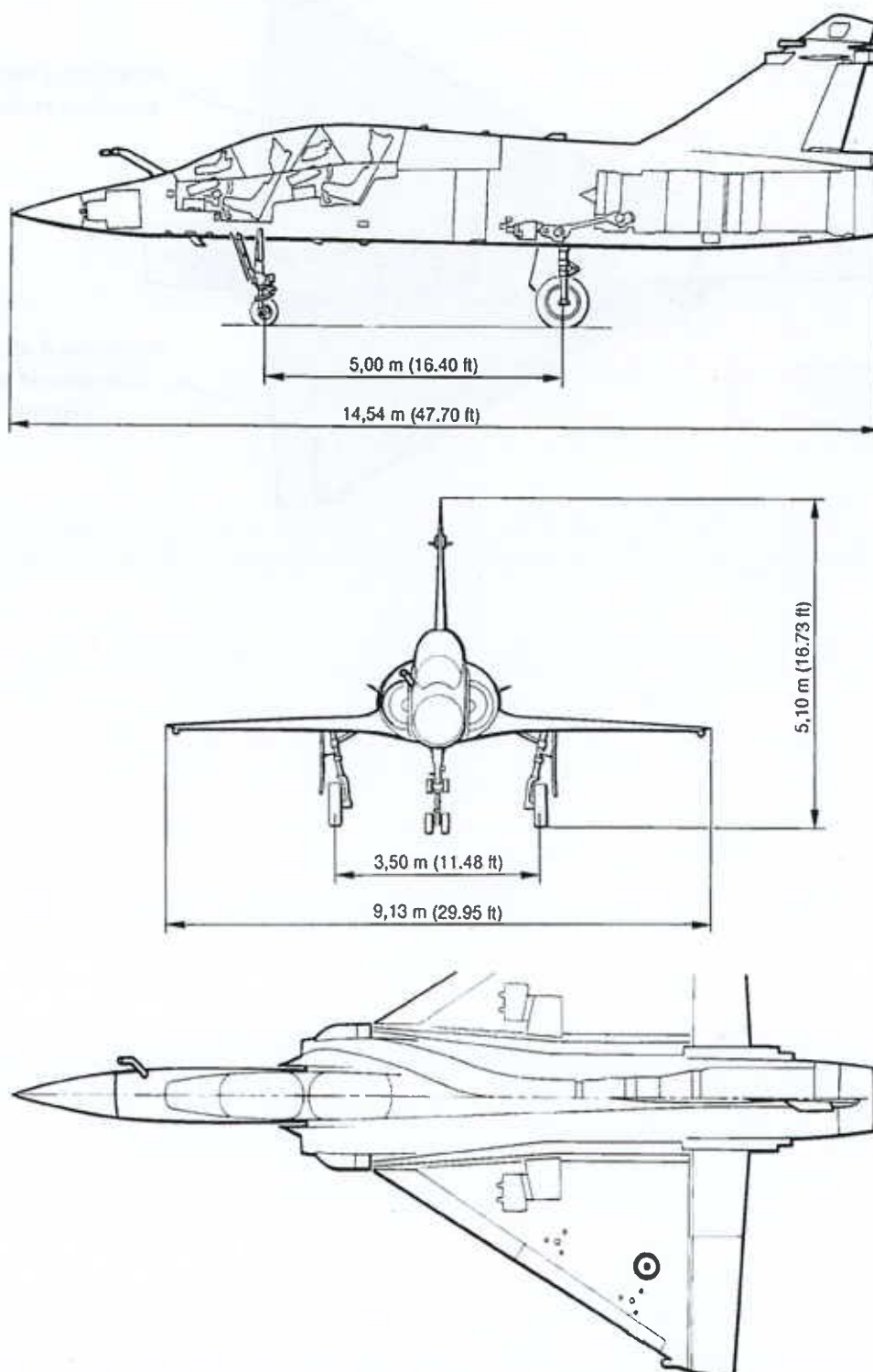
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Référence :
2025/02/TR7/MSM/AIACF

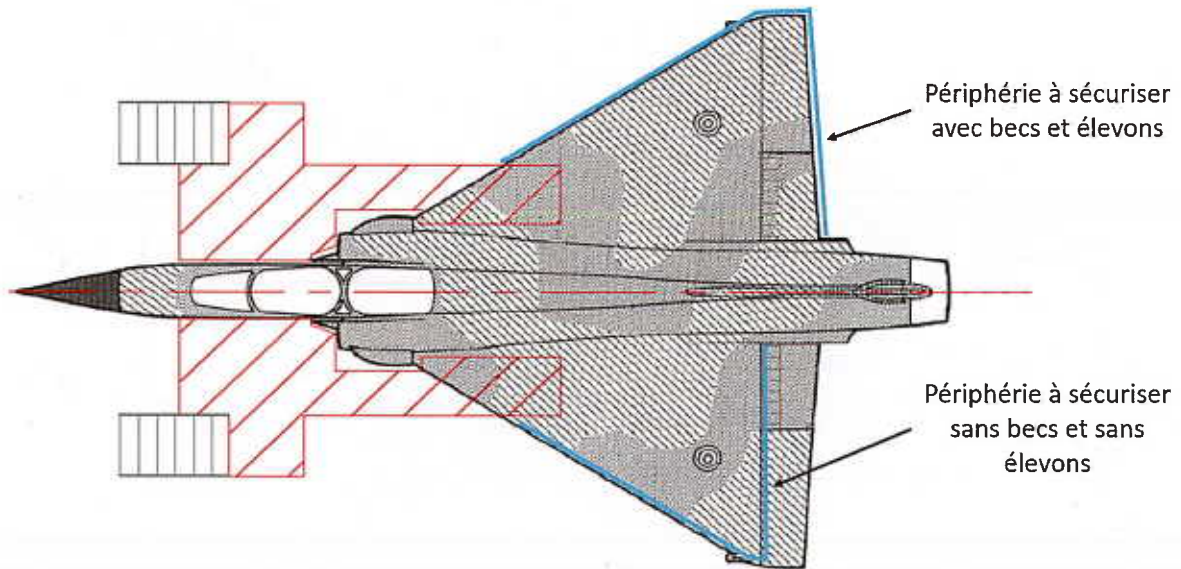
Version : 1
du 20/02/2025

10. ANNEXES

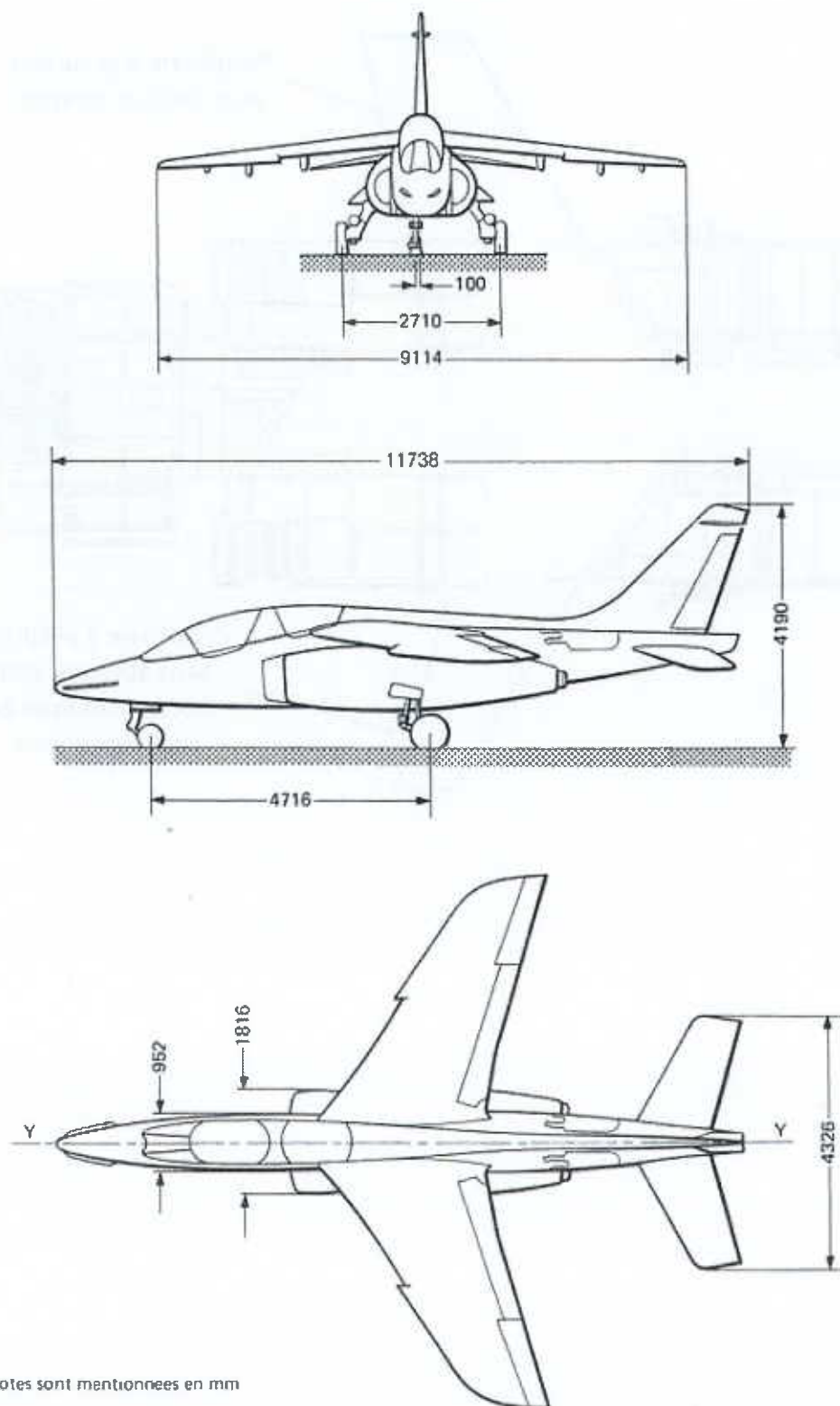
10.1. Annexe 1 – Dimensions M2000



10.2. Annexe 2 – Configurations M2000

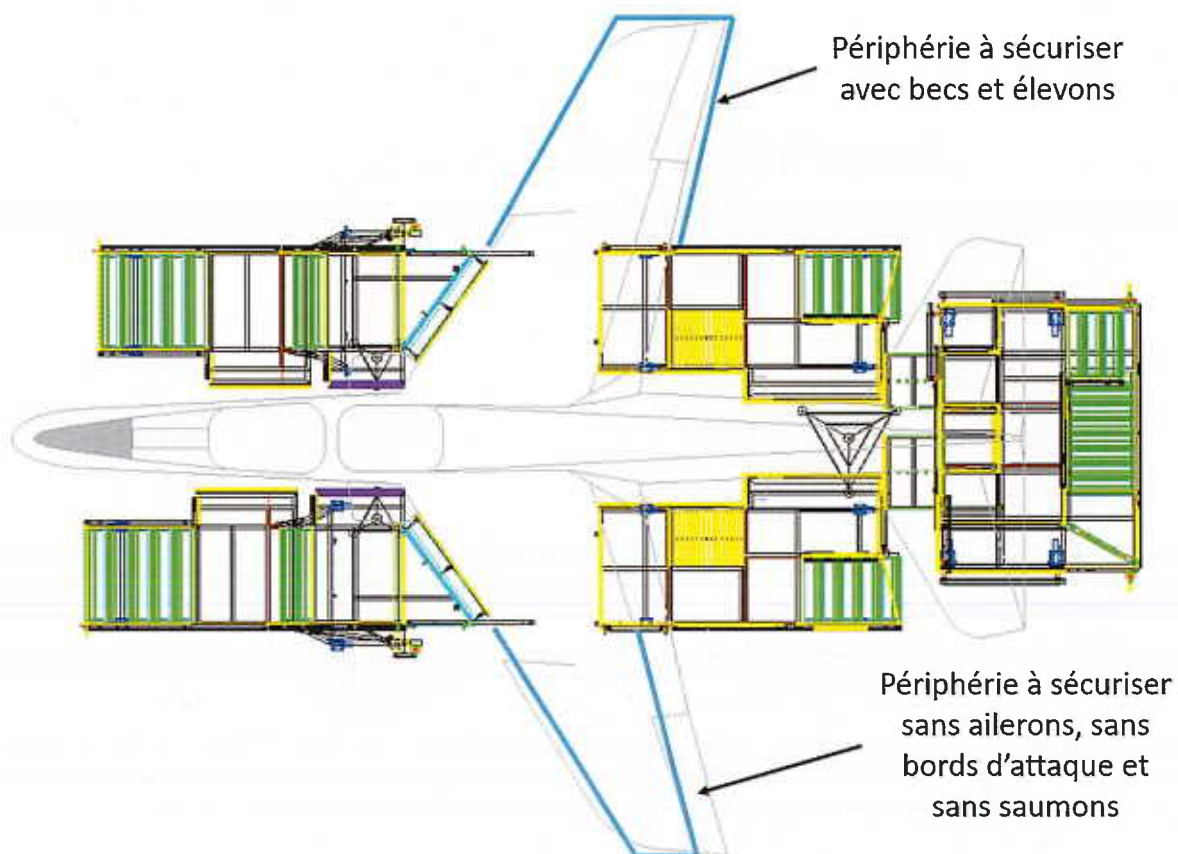


10.3. Annexe 3 – Dimensions Alphajet

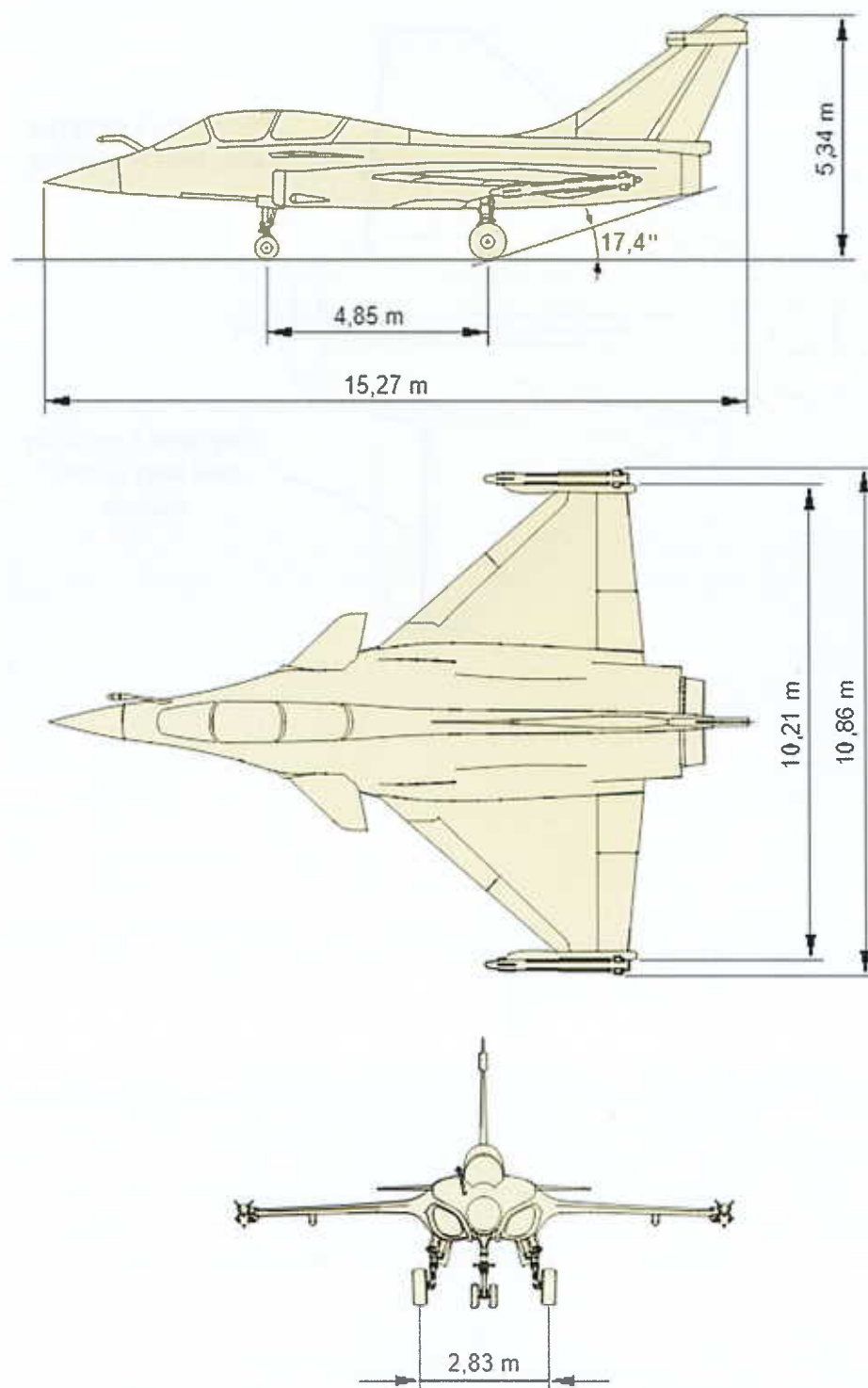


Les cotes sont mentionnées en mm

10.4. Annexe 4 – Configurations Alphajet



10.5. Annexe 5 – Dimensions Rafale



 MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i> ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	Référence : 2025/02/TR7/MSM/AIACF Version : 1 du 20/02/2025
--	--	--

10.6. Annexe 6 – Configurations Rafale

